

Présentation de *L'Yonne sous la Deuxième République*

Assemblée générale d'ADIAMOS-89 du 23 mars 2013

Denis MARTIN

Introduction

Je vous présente, aujourd'hui, l'ouvrage que j'ai écrit et qui est paru dans la collection des Cahiers d'ADIAMOS-89 il y a quelques mois. En écrivant ce livre j'ai voulu montrer comment s'articule l'histoire locale et l'histoire nationale. On a souvent tendance à dire que c'est Paris qui impose au reste de la France les différents régimes qui se succèdent au XIX^e siècle. Or, si Paris donne bien le signal du changement, rien de durable ne peut s'établir sans l'assentiment de la province. On le voit bien en 1871, avec la Commune. La révolution parisienne de la Commune échoue parce que le reste de la France reste immobile. Elle échoue aussi pour bien d'autres raisons mais l'essentiel reste que la vaste France ne soutient pas le mouvement parisien. Il est donc fondamental d'aller voir au niveau des départements ce qu'il se passe pour comprendre le succès ou l'échec des révolutions du XIX^e siècle. C'est ce que j'ai voulu faire pour l'Yonne.

Le cas de l'Yonne est intéressant à plus d'un titre car il est à la fois banal, exemplaire et particulier. Il est banal car il présente un profil rural très semblable à bien d'autres départements ruraux. Il est exemplaire car il se comporte *grosso modo* comme bien d'autres départements et peut donc être considéré comme un département typique de la province du XIX^e siècle. Il est particulier car il présente des traits qui le distinguent malgré tout des autres départements, notamment parce qu'il fait preuve d'un engagement républicain précoce et très appuyé.

Cet ouvrage est aussi un acte de mémoire qui rappelle l'engagement des démocrates de l'Yonne en faveur de la République. Cet engagement va jusqu'à s'opposer, les armes à la main, au coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte, le 2 décembre 1851.

Présentation de l'ouvrage

Je vous présente rapidement le contenu de l'ouvrage. Le premier chapitre trace le tableau de l'Yonne au milieu du XIXe siècle. On y voit que l'Yonne présente des traits encore très archaïques avec une économie basée sur l'agriculture, l'artisanat et la forêt, avec un émiettement de la propriété rurale, avec les villes peu développées où dominant encore les toits de chaume. Mais il y a aussi des traits modernistes tangibles comme un bon réseau de routes, l'arrivée du chemin de fer, un réseau d'écoles communales dense, une structure administrative efficace qui va de la commune à la préfecture.

Le deuxième chapitre est consacré à la Monarchie de Juillet, c'est-à-dire à la période qui va de 1830 à 1848. Il faut bien, en effet, étudier ce qu'il s'est passé avant l'avènement de la Deuxième République pour comprendre d'où vient ce puissant mouvement en faveur de la République qui se manifeste dès les premiers mois de 1848. C'est là qu'on voit à l'œuvre des hommes de conviction sans qui rien n'arriverait. Ces hommes s'engagent pour la réforme et le changement. Ce chapitre s'appuie en partie sur le travail que Jean-Pierre Rocher a effectué il y a plus de 50 ans au sujet des élections sous la Monarchie de Juillet.

Les troisième et quatrième chapitres traitent de la Révolution de Février 1848 et de ce qu'il s'est passé dans l'Yonne à cette occasion et pendant la Deuxième République, de 1848 à 1851. C'est là qu'on voit que toute cette période a été très agitée. Les événements, mouvements, manifestations, meetings, sont nombreux et

concernent bien des communes de l'Yonne, y compris de toutes petites communes. C'est une époque de diffusion d'écrits, de brochures et de journaux. C'est aussi une époque de répression car la République est dirigée, depuis Paris, par une majorité de députés conservateurs, royalistes pour la plupart. Les républicains sont poursuivis, leurs journaux saisis, leurs réunions publiques interdites. Les républicains ne se laissent pas faire et diffusent clandestinement leurs brochures. Ils s'organisent aussi en sociétés secrètes. Bientôt, un tiers des communes de l'Yonne a sa société secrète. Toute cette agitation produit un mouvement de politisation très rapide et très intense. Et cette fois-ci ce ne sont plus seulement les élites qui s'intéressent à la politique mais les paysans et les petits artisans. Les militants républicains ont réussi ce tour de force : faire descendre la politique dans le rural profond. En même temps, la répression aidant, on assiste à un mouvement de radicalisation. L'objectif des républicains ce n'est plus seulement le maintien de la République, c'est l'établissement d'une république démocratique et sociale. Les revendications portent sur l'abolition des droits réunis sur le vin, sur la suppression des impôts et taxes et leur remplacement par un impôt progressif sur le revenu, sur l'organisation du crédit à taux réduit, sur le droit de s'associer en coopérative ouvrière, sur la création de caisses de retraite, sur la création d'un système de santé pour tous, sur l'organisation de l'assistance publique pour les orphelins et les infirmes, sur l'enseignement primaire gratuit, obligatoire et laïc, sur la séparation de l'Église et de l'État, sur l'abolition du tirage au sort et du service militaire de sept ans et son remplacement par la conscription pour tous. Ces revendications alimenteront le mouvement démocratique pendant plus de cent ans et certaines sont aujourd'hui, toujours d'actualité. Il n'en reste pas moins que ce programme a été élaboré pour la première fois dans l'histoire par le mouvement républicain de 1848. On mesure là tout ce que

cette époque a de novateur. C'est là toute l'originalité de la Deuxième République. Ce programme social, aujourd'hui en partie réalisé, peut nous sembler bien banal et, en quelque sorte très ordinaire, mais à l'époque, pour les partisans du parti de l'ordre, pour les conservateurs, ces revendications étaient effrayantes, subversives, calamiteuses, c'était – disait-on – du communisme ! C'était la ruine de la société et la destruction de la famille.

Les trois derniers chapitres traitent de l'insurrection de Puisaye.

À la fin de 1851, la situation politique paraît bloquée. Trois forces sont en présence. Premièrement : un petit peuple qui attend avec jubilation les échéances électorales de 1852 qui lui apporteront, croit-il, la République démocratique et sociale. En 1852, en effet, on doit renouveler la chambre des députés et la présidence de la République. Deuxièmement : un parti de l'ordre qui craint, plus que tout, l'éventualité d'une victoire de la gauche et qui veut conserver l'ordre ancien. Troisièmement : un président de la République qui s'appelle Louis-Napoléon Bonaparte, élu en décembre 1848 par un raz-de-marée bonapartiste, qui est très ambitieux et qui veut rester au pouvoir mais qui ne peut légalement être réélu, car la constitution interdit deux mandats présidentiels consécutifs. Ce nœud gordien va être brutalement tranché par Louis Napoléon Bonaparte. Dans la nuit du 2 décembre 1851, il effectue un coup d'État en s'appuyant sur l'armée.

Dans un certain nombre de départements, la résistance populaire s'organise. Des milliers de paysans, d'ouvriers et d'artisans des campagnes prennent les armes et marchent sur les villes. C'est le cas dans une vingtaine de départements, dont celui de l'Yonne. L'armée, aux ordres du nouveau pouvoir, écrase cette résistance populaire. Il y a des morts, des arrestations par milliers, des condamnations très dures à la prison et à la déportation en Algérie.

L'Yonne figure parmi les 6 départements les plus durement réprimés avec plus de 1000 personnes poursuivies pour fait d'insurrection. Cette attitude exemplaire de civisme républicain et ces faits historiques, aujourd'hui injustement oubliés, méritent bien qu'on s'y arrête un peu.

Dans l'Yonne, l'annonce du coup d'État arrive à la préfecture dans la journée du 2 décembre. Le 4 décembre, tout le monde, jusque dans le moindre village,

connaît la nouvelle. Et en même temps que se répand la nouvelle du coup de force du président de la République, on apprend que le peuple parisien résiste. Ce que l'on ne sait pas, c'est que la résistance parisienne est, en fait, déjà matée.

Les républicains, bien organisés, se rassemblent dans chaque ville et dans les villages pour discuter de la situation. Des émissaires font la navette entre les chefs-lieux de cantons et Auxerre où se sont réunis les chefs républicains. La décision est prise de résister au coup d'État par la force et de venir en aide au peuple parisien. Le 5 décembre, des tentatives pour soulever la population ont lieu, entre autres, à Saint-Florentin et à Avallon mais elles échouent.

En Puisaye, par contre, le soulèvement populaire est massif et déterminé. Non loin de là, à Clamecy, l'insurrection est totale et les républicains, les flotteurs, les artisans et les paysans tiennent la ville. Le 6 décembre, le tocsin sonne dans toutes les communes des cantons de Saint-Sauveur, Saint-Fargeau, Bléneau et Toucy. Au son du tocsin, les habitants se rassemblent devant les mairies, en forcent les portes et se saisissent des fusils de la garde nationale. Ceux qui n'ont pas de fusils s'arment de fourches, de faux emmanchées à l'envers, de serpes ou de piques. Ensuite, ils se forment en colonne et se dirigent vers le chef-lieu du canton. Ils marchent derrière le tambour municipal qui bat la générale. Ils chantent des chants révolutionnaires comme la *Marseillaise* ou *Charlotte la Républicaine*. En tête de la colonne, flotte le drapeau rouge.

Les « hommes de l'ordre », les maires, les juges de paix, les nobles, sont inquiétés et se cachent. À Saint-Sauveur, le maire est publiquement destitué, les registres municipaux et le cadastre sont brûlés dans un grand feu de joie. À Bléneau, les insurgés se trouvent face à face avec la garde nationale. Les meneurs sont arrêtés et emmenés vers Joigny par la route de Saint-Fargeau. Mais à Saint-Fargeau, les prisonniers sont délivrés par une foule très houleuse. À Saint-Sauveur, alors que la nuit est tombée, les insurgés mettent sur pied une stratégie et se scindent en deux colonnes. La première marche directement sur Toucy qui est le point de ralliement des communes insurgées de toute la Puisaye ; le plan arrêté est de marcher ensuite sur Auxerre, puis sur Paris ; la seconde colonne doit passer par Leugny, puis rejoindre la première colonne devant Auxerre. Le point de ralliement est fixé à Chevannes.

À Toucy, c'est l'affolement. À minuit, alors qu'il fait un brouillard à couper au couteau, les insurgés entrent dans Toucy. Ils sont au moins 1 600, armés de façon

hétéroclite. Ils se heurtent à 25 soldats et à une dizaine de gendarmes envoyés d'urgence par diligence depuis Auxerre. Des coups de feu sont tirés. Les insurgés ont de nombreux blessés et un mort. Ils se dispersent dans la campagne.

Pendant ce temps, plusieurs centaines d'hommes sont arrivés aux portes d'Auxerre, à Chevannes. La troupe est envoyée contre eux et plusieurs sont fait prisonniers. Les plus déterminés se replient sur Escamps et attendent la troupe de pied ferme, retranchés derrière un mur. Des tirs sont échangés et les insurgés laissent sept morts sur le terrain et de nombreux blessés.

Dans les jours qui suivent, l'armée occupe les villages de Puisaye. Des centaines de personnes sont arrêtées. Les rafles s'étendent à tout le département, car le nouveau pouvoir profite de la situation pour arrêter non seulement ceux qui ont participé à l'insurrection, mais aussi tous ceux qui sont connus pour être des républicains de gauche. Au total, ils sont plus de 1800 à être inquiétés.

Les enquêtes et interrogatoires révèlent aux autorités qu'un puissant maillage de sociétés secrètes recouvre un bon tiers du département. L'organisation des sociétés secrètes est pyramidale : dix affiliés forment une décurie commandée par un décurion, dix décuries forment une centurie, commandée par un centurion (oui, l'histoire romaine est à la mode et les républicains copient l'organisation de l'armée romaine). Les sociétés secrètes sont constituées en réseau et sont en contact régulier avec celle d'Auxerre.

Avec le recensement des 1 859 personnes arrêtées dans le département après le 2 Décembre que j'ai retrouvées aux Archives de l'Yonne, on connaît particulièrement bien le profil de ces républicains avancés qu'on appelle alors démocrates-socialistes. Rappelons que, parmi ces personnes arrêtées, la moitié, seulement, l'a été pour fait d'insurrection. Les autres ont été arrêtées uniquement en raison de leurs idées.

Sans surprise, on trouve parmi les démocrates-socialistes, un gros contingent de travailleurs manuels, c'est-à-dire des artisans et des paysans.

Les artisans et compagnons sont très nombreux : 756 personnes soit 42% du total des démocrates-socialistes de l'Yonne qui ont été arrêtés. Avec eux, nous sommes au cœur du parti démoc-soc. Il y a des maçons, des menuisiers, des charpentiers, des cordonniers, des forgerons, des tisserands, des tonneliers, des sabotiers, etc. La crise économique, qui sévit depuis 1846, les touche de plein fouet.

Les paysans, dans leur ensemble, propriétaires et ouvriers agricoles, sont le deuxième groupe en importance derrière les artisans (presque à égalité en fait : 710 contre 756). Les paysans rouges de Puisaye sont souvent de tout petits propriétaires. Beaucoup sont contraints de se louer à la journée pour compléter les revenus insuffisants de leur minuscule exploitation. Mais il arrive aussi que des paysans rouges soient de gros exploitants, parfois fort riches. Nous en reparlerons. Les journaliers forment le gros des troupes. Ils sont dans la plus grande misère. Ils ont mis tous leurs espoirs dans la révolution sociale. Le pouvoir ne veut voir en eux que de pauvres « égarés ». Mais ce ne sont pas des « égarés » ; ils ont des motifs suffisants pour se révolter.

Artisans et paysans, à eux tous, représentent 77% des démocrates-socialistes de l'Yonne. Leur présence donne au mouvement de décembre 1851 son véritable profil. C'est une insurrection d'artisans de village et de paysans.

Restent à étudier les « autres ». Les 23 % qui ne sont ni artisans ni paysans et qui forment presque un quart des militants socialistes de l'Yonne. Qui sont-ils ? D'abord des intellectuels et des pratiquants de professions libérales. On trouve des journalistes et des hommes de lettres. Il y a des notaires, des huissiers de justice, des avoués. Les médecins et vétérinaires forment un groupe nombreux : ils sont 25 à être arrêtés. Ce sont souvent des chefs influents. Ces médecins, en raison de leur profession, sont en contact étroit avec le petit peuple. L'état sanitaire déplorable des classes populaires, le manque d'hygiène, les logements insalubres favorisent les épidémies. C'est la grande époque du choléra. Les médecins sont démocrates-socialistes parce qu'ils ont une conscience aiguë des problèmes sociaux.

Mais on trouve aussi, et c'est plus surprenant, des propriétaires et des rentiers. Il y a bien une bourgeoisie rouge. On peut, même, être riche propriétaire et suffisamment convaincu pour passer à l'acte et se mêler à l'insurrection.

Et puis, il y a les riches paysans qui peuvent se révéler, eux aussi, d'ardents démocrates-socialistes. Le pouvoir, inquiet, découvre que ces riches paysans font partie des chefs de l'insurrection. Se pose alors la même question que pour les rentiers : comment peut-on être riche, propriétaire, rouge et insurgé ?

Expliquons : en Puisaye c'est l'opposition entre ces paysans riches et les très gros propriétaires, nobles pour la plupart qui est déterminante. En 1815, les nobles ont reconstitué leurs grands domaines dès leur retour d'immigration, ce qui a eu pour effet d'empêcher la paysannerie d'acquérir les terres. C'est cette opposition contre

les nobles qui a poussé les paysans riches à passer dans le camp des démocrates-socialistes.

Ces particularités locales expliquent que l'insurrection n'ait pas dépassé les limites de la Puisaye. Ici, la misère est grande, les oppositions de classes violentes, la présence et la richesse des nobles trop visibles, la terre répartie de manière inéquitable. Dans le reste du département, les différences de classes sont plus atténuées, les paysans sont propriétaires de la terre, les salaires sont plus élevés. Et bien que le parti républicain ait de bonnes bases, notamment dans les villes, l'insurrection n'a pas décollé malgré les consignes données par les dirigeants d'Auxerre.

La répression exercée par le pouvoir est à la hauteur de la peur ressentie par ces insurrections de paysans et d'artisans. Dans toute la France, il y a 27 000 arrestations, chiffre énorme qui montre l'ampleur de la répression. Dans l'Yonne, c'est par centaines que l'armée et la gendarmerie arrêtent les républicains. Le gouvernement veut aller vite et frapper fort.

Les autorités délibèrent rapidement et les peines s'abattent sur les malheureux emprisonnés. Les condamnations vont de la simple surveillance à la déportation en Algérie. La surveillance de haute police est une peine légère. L'individu qui y est astreint rentre dans ses foyers et peut vaquer à ses occupations. Le juge de paix du canton et le maire de la commune le surveillent de près. La détention, grade un peu plus élevé dans l'échelle des condamnations, est, en fait, ce que nous appellerions une mise en résidence surveillée. Les condamnés ne sont pas réellement emprisonnés mais assignés dans une commune et ils peuvent exercer un métier pour subvenir à leurs besoins. L'expulsion, elle, est réservée à l'élite bourgeoise. La déportation en Algérie est la plus dramatique. Elle concerne 443 personnes de l'Yonne. Quatorze déportés meurent au bout de quelques mois sur cette terre d'Afrique. D'autres mourront plus tard. Les rédacteurs du journal *l'Union républicaine* sont envoyés en Algérie. Ils sont considérés comme les principaux responsables de la diffusion des idées révolutionnaires dans les campagnes. Le docteur Coeurderoy, de Tonnerre, qui est âgé de 54 ans, est condamné à être expulsé du territoire français. Le docteur Grenet, le maire de Joigny et Vénérable de la loge maçonnique Le Phénix, est envoyé en Algérie où il meurt rapidement.

L'étude attentive des cas individuels montre que la répression est une répression politique qui veut atteindre les cadres du mouvement et non une

répression sociale qui viserait à refouler ou à contenir les revendications populaires. En effet, souvent, le délit d'insurrection est moins sévèrement puni que l'acte de propagande. En négligeant les paysans, en punissant les artisans qui sont les cadres intermédiaires du mouvement et en mettant hors d'état de nuire la bourgeoisie rouge, le pouvoir vise juste. Il réussit à décapiter le mouvement démocrate-socialiste.

Les élections législatives qui suivent le Coup d'État, en février 1852 voient le triomphe des candidats officiels. Ce n'est guère étonnant, vu le soin et les moyens mis en œuvre par le pouvoir. La presse de gauche est supprimée. Seuls les candidats officiels peuvent faire campagne. Leurs opposants ont droit aux tracasseries de la préfecture. L'Yonne n'est plus représentée que par trois députés, tous ralliés au pouvoir bonapartiste.

J'en arrive à la conclusion

Le département de l'Yonne entre 1848 et 1851 a connu une évolution politique très rapide. On peut même dire qu'il a connu une politisation accélérée des masses rurales. En 1848, il semble être bonapartiste à tout crin : 88 % des voix pour élire Louis-Napoléon Bonaparte à la présidence de la République, c'est 14 % de plus que la moyenne nationale. Trois ans plus tard, des milliers de ruraux prennent les armes pour s'opposer au même Louis-Napoléon. Et, dans les régions du département qui ne sont pas en insurrection, nombreux sont ceux qui s'agitent et se préparent à agir. Comment expliquer ce paradoxe ? En vérité le vote bonapartiste de 1848 est ambigu. La droite vote pour lui, car il apparaît comme un recours contre l'agitation sociale. Mais la gauche aussi lui accorde ses suffrages car il a développé des idées socialistes dans un petit ouvrage intitulé *De l'extinction du paupérisme* paru 4 ans plus tôt. Mais, surtout, il porte le nom prestigieux de Napoléon. Le petit peuple a oublié les guerres napoléoniennes et les centaines de milliers de morts pour ne garder en mémoire que l'épopée et la gloire. Mais 3 ans plus tard, les yeux se sont décillés. Louis-Napoléon est apparu pour ce qu'il est : un ambitieux au service des plus riches et des plus conservateurs. Cette prise de conscience ne s'est pas faite toute seule. Elle est le résultat de l'action opiniâtre des militants démoc-socs qui ont parcouru les campagnes, organisé des réunions et des sociétés secrètes, diffusé des journaux.

Mais il y a plus : il y a l'état réel des campagnes en 1851. Cet état n'est pas bon.

La société rurale des années 1850 est une société en crise. Jamais le monde rural n'a été aussi plein. La crise rurale est là : trop de bras pour trop peu de terres. Le monde plein des campagnes n'est pas seulement celui des paysans. C'est aussi celui des artisans. Eux aussi sont trop nombreux. Les débuts de l'industrialisation et de la révolution des transports font circuler plus vite et plus loin des marchandises plus variées et moins chères que les leurs. L'artisanat ne peut résister à l'industrie naissante et aux machines à vapeur. Les artisans sont en voie de prolétarisation rapide. Bientôt ils n'auront plus le choix qu'entre périr de faim ou gagner la fabrique la plus proche. C'est le refus de cet avenir, confusément ressenti, qui accélère leur prise de conscience.

La République défendue par le petit peuple est une république rêvée. Elle n'existe pas encore. C'est la République sociale. Le Coup d'État est un coup d'arrêt à ce rêve d'une république égalitaire. Pendant 20 ans, le Second Empire va mettre les espoirs sous le boisseau. Mais la République n'en rejaillira que plus vigoureuse, en 1870, au lendemain du désastre de Sedan.

Cela fait maintenant plus de 10 ans qu'ADIAMOS-89 organise des colloques sur le thème de « l'Yonne et...quelque chose ». Colloque après colloque se dessine un portrait de l'Yonne très original. C'est celui d'un département qui est précocement républicain. Le colloque de novembre dernier, celui sur les « Débuts de la Troisième République dans l'Yonne », confirme le fait. Les racines du mouvement républicain remontent très loin, bien avant 1848, et certainement jusqu'à la révolution de 1789.

Le mot de la fin. À quoi sert l'Histoire ? À connaître le passé, à en tirer les leçons, à comprendre le présent et à préparer l'avenir. Ce qu'il faut retenir des événements de 1851, c'est que les républiques sont fragiles et qu'elles peuvent mourir et disparaître. Qu'un individu ambitieux arrive sur le devant de la scène politique, qu'il jette des promesses à tour de bras, qu'il s'appuie sur les lieux communs et les idées reçues les plus rétrogrades et le voilà au firmament des sondages et des intentions de vote. Et c'est la République et la démocratie qui sont en danger. Nous en avons des exemples actuels en Italie, en Grèce, en Belgique, aux Pays-Bas, en Autriche et en France. Contre ce danger il n'y a qu'une seule parade : l'éducation, l'instruction et la connaissance.

FIN